

Les nouveaux scénarios climatiques le montrent: la Suisse se réchauffe deux fois plus vite qu'ailleurs

UN PAYS ROUGE CRAMOISI

ADRIEN SCHNARRENBERGER

Climat ► Une infographie en dit parfois plus que 239 pages de rapport scientifique: il n'y a bientôt plus assez de nuances de rouge pour illustrer les effets du changement climatique sur la Suisse, qui se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète. «Notre pays est un hotspot (point chaud, ndlr) mondial», a résumé Reto Knutti, scientifique du climat et professeur à l'EPFZ. Le clin d'œil est involontaire: l'heure n'est pas vraiment à l'humour en découvrant les nouveaux scénarios climatiques pour la Suisse.

1 Pourquoi ce rapport?

Sept ans après la précédente série de projections, la Confédération a présenté ses nouveaux scénarios, hier à Berne. Élaborés par MétéoSuisse, l'EPFZ et plusieurs universités suisses, ils actualisent les connaissances sur la manière dont le climat évoluera dans notre pays. C'est une œuvre collective massive: pas moins de 26 scientifiques nationaux et internationaux se sont associés pour fournir au Conseil fédéral le document qui doit aider à piloter la lutte contre le changement climatique et ses effets. «Nous avons besoin de données fiables pour anticiper et agir», a justifié Elisabeth Baume-Schneider, dont le Département de l'intérieur chapeaute MétéoSuisse.

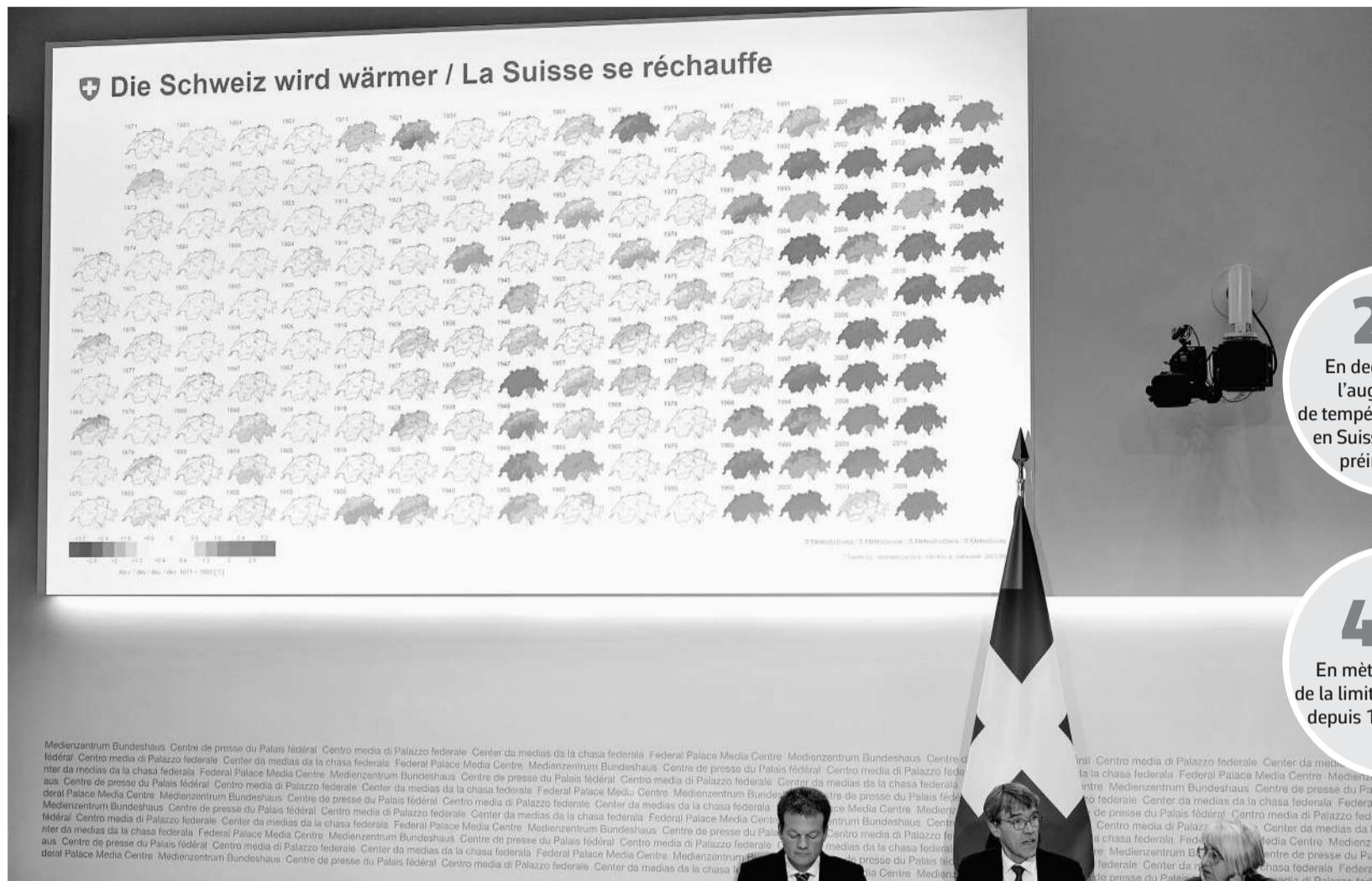
2 Quelles conclusions?

Le constat est brutal: la température moyenne en Suisse a déjà augmenté de 2,9 °C depuis l'ère préindustrielle, contre 1,3 °C à l'échelle mondiale. Autrement dit, notre pays se réchauffe plus de deux fois plus vite que la planète. Le phénomène s'explique par la topographie du territoire, plus sensible au réchauffement des terres qu'à celui des océans.

Pire: à l'avenir également, la hausse des températures sera nettement plus marquée en Suisse qu'ailleurs. Si les émissions mondiales suivent la trajectoire actuelle, le monde atteindra un réchauffement de 3 °C d'ici à la fin du siècle, ce qui signifierait 4,9 °C d'augmentation pour la Suisse. «Chaque dixième de degré compte, parce qu'il bouleverse durablement paysages, infrastructures et modes de vie», insiste le directeur de MétéoSuisse, Christof Appenzeller.

3 Pour quels effets?

Bientôt retraité après 27 ans à scruter le ciel, le docteur en physique de l'environnement ne connaîtra pas dans ses fonctions un monde à 3 °C de réchauffement. Mais les scénarios de ses services en documentent déjà quatre conséquences: une chaleur plus extrême, avec 48 nuits tropicales par an à Genève (quatre fois plus qu'aujourd'hui), des étés bien plus secs, avec des sécheresses 44% plus intenses



Du bleu, du jaune, du rouge et bientôt du noir? La Suisse n'a cessé de se réchauffer durant le siècle passé. KEYSTONE

et un risque accru d'incendies de forêt, des précipitations plus fréquentes et plus intenses, ainsi qu'une diminution drastique de l'enneigement. «C'est l'un des éléments les plus tangibles aujourd'hui: la limite du zéro degré a augmenté de 480 mètres depuis 1901, et il faut aller toujours plus haut pour trouver de la neige», explique Christof Appenzeller.

La diminution d'environ 25% du manteau d'or blanc n'est pas la seule conséquence: la fonte des neiges commencera également plus tôt, de sorte que la couverture neigeuse pourra stocker moins d'eau. Cela entraînera une augmen-

tation des eaux de fonte pendant le semestre hivernal et une diminution pendant le semestre estival, ce qui réduira les débits de nombreux cours d'eau en été.

4 Qu'est-ce que ça change?

Très prolifique en schémas et en visualisations, bien plus précis géographiquement que la précédente mouture de 2018, le rapport permet de documenter de manière rigoureuse les effets du réchauffement. «C'est tout un matériel qui est mis à disposition des autorités politiques pour prendre des décisions et soutenir des projets», souligne



«Notre pays est un point chaud mondial» Reto Knutti

Elisabeth Baume-Schneider, qui a tenu à venir en personne à la conférence, déjà bien fournie en orateurs, pour «rapprocher la politique et la science».

La Jurassienne appelle néanmoins à ne pas voir ce rapport comme un document «sympathique» où l'on peut consulter les données pour sa région. «Au-delà de la dimension affective, il y a une dimension sociétale», rappelle la ministre de l'Intérieur.

Si les constats sont «alarmants», ils ont un côté positif: ils montrent que l'on peut agir et que l'on a une influence directe sur l'ampleur du réchauffement. «On ne va pas dans

une impasse. Plutôt: on ne va dans une impasse que si l'on ne fait rien», estime la conseillère fédérale. L'enjeu mérite une réponse globale, matérialisée par les projets des départements de l'environnement et de l'économie (pour l'agriculture): une «gerbe de réflexions qui doit se poursuivre».

5 Quelle marge de manœuvre?

Avec un Donald Trump qui remet en cause l'origine anthropique du réchauffement climatique et des préoccupations globales qui se détournent du climat, comment garder le cap? Que dire aux personnes qui pensent que la Suisse n'a, par sa taille, qu'un rôle très secondaire à jouer? «Peu importe ce qui se passe en Chine ou ailleurs. Un franc investi dans la prévention des inondations est bien plus rentable qu'un franc pour rétablir les dégâts», explique Reto Knutti. Le scientifique de l'EPFZ rappelle que la Suisse a une longue tradition de gestion des risques naturels, et la population sait qu'il vaut mieux se préparer plutôt qu'attendre que cela dégénère.

Rien que dans un passé très récent, la situation a dégénéré plus d'une fois: tornade à La Chaux-de-Fonds, pluies torrentielles au Tessin, Blatten (VS) rayé de la carte... «Blatten est un bon exemple pour attester de l'importance de la prévention: il y a quelques décennies, la montagne se serait effondrée et on y aurait vu un signal divin», avance Elisabeth Baume-Schneider. Aujourd'hui, les données scientifiques ne doivent donc plus être une prophétie, mais une boussole. I

ALBERT RÖSTI IRA AU BRÉSIL

Près de 200 Etats, dont la Suisse, vont se réunir dans une semaine au Brésil pour la Conférence mondiale sur le climat.

Malgré le contexte géopolitique délicat, la Suisse se montre optimiste à l'approche de la prochaine Conférence mondiale sur le climat (COP30) au Brésil. «Le fait que tant de pays collaborent malgré toutes les difficultés est déjà un succès», a déclaré l'ambassadeur pour l'environnement, Félix Wettli.

Il y a dix ans, la communauté internationale s'est mise d'accord sur l'Accord de Paris sur le climat. A partir du 10 novembre, des représentantes et représentants de près de 200 Etats se réuniront à Belém (Brésil) pour négocier à nouveau la mise en œuvre et l'évolution de cet accord.

Lors de cette 30^e Conférence des Nations Unies sur le climat (COP 30), la Suisse s'engagera pour que tous les pays présentent de nouveaux objectifs de ré-

duction ambitieux – en particulier ceux qui ont de fortes émissions de CO₂, a précisé Felix Wettli. Le ministre de l'Environnement, Albert Rösti, fera le déplacement.

L'accord de Paris engage presque tous les Etats du monde à prendre des mesures pour limiter le réchauffement climatique bien en dessous de 2 °C, et si possible à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Pour y parvenir, les pays doivent renforcer leurs objectifs nationaux tous les cinq ans.

Ces objectifs actualisés seront au cœur des négociations de cette année. «Il s'agit pour les pays de faire le bilan de ce qu'ils ont accompli jusqu'à présent dans le cadre de l'accord de Paris et d'identifier les efforts nécessaires pour combler l'écart vers l'objectif de 1,5 °C», a poursuivi l'ambassadeur.

La Suisse a présenté ses nouveaux objectifs en janvier. D'ici à 2035, elle prévoit de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 65% par rapport à 1990, et de 59% en moyenne sur la période

2031 – 2035. Ces objectifs doivent être atteints principalement grâce à des mesures nationales.

Selon Felix Wettli, la délégation suisse œuvre également à renforcer les investissements internationaux dans la protection du climat et à impliquer davantage le secteur privé. Un des thèmes centraux de Belém sera aussi l'adaptation au changement climatique. Les pays souhaitent introduire des indicateurs comparables à l'échelle internationale pour mesurer les progrès dans ce domaine.

Même si le retrait des Etats-Unis est un «grand défi», le fait qu'aucun pays n'ait suivi est un signe encourageant, relève Felix Wettli. «Nous ne sommes pas actuellement sur la bonne trajectoire pour atteindre l'objectif de 1,5 °C, mais d'importants progrès ont été accomplis depuis dix ans. En 2015, nous étions en route vers un réchauffement de 4 °C. Aujourd'hui, nous nous situons entre 2,3 et 2,8 °C», a encore dit l'ambassadeur pour l'environnement. ATS